

Premier meeting du Copel-Cobes : un collectif pour répondre à la déchéatation de l'humain

C'est dans le contexte d'une nouvelle réforme de santé de l'État, ainsi que d'une nouvelle législation sur le statut de l'exercice de la psychothérapie, que l'idée du collectif des praticiens de la parole COPEL-COBES est né il y a un an en Belgique, regroupant des praticiens de la santé mentale d'horizons divers, et des deux régions de la Belgique. Ce collectif s'est créé dans l'urgence pour contrer par des textes, puis des pétitions, des lettres ouvertes ou des vidéos, un agenda étatique visant à restreindre, voire à annuler la parole au cœur de nos pratiques.

Le collectif qu'ont rejoint plus de 700 abonnés depuis plus d'un an se fait le porte-voix éclairé d'une contestation et d'une détresse des praticiens. Leurs témoignages et leurs textes illustrent sans relâche notre éthique de travail partout menacée. Ce 28 septembre, le collectif s'est réuni à Bruxelles pour présenter des textes autour du thème « STOP à l'emprise managériale en santé mentale » rassemblant plus de 250 praticiens.

La production de textes est notre moyen de résister et permet de se faire le dépôt d'une parole. Lacan pouvait dire à l'occasion d'un discours qui ne serait pas du semblant que la civilisation, par sa production littéraire, se « fait l'égoût » [\(1\)](#) de notre culture tel que nous l'a rappelé l'un des intervenants. La place de l'analyste est celle d'incarner également cette fonction de « déchet » pour accueillir « l'insocialisable ». Ce sont ces fonctions qui sont attaquées par la logique managériale.

L'idéologie gestionnaire propose l'envers d'un « salut par le

déchet » [\(2\)](#). C'est un renversement sinistre auquel assiste notre civilisation où le sujet lui-même doit offrir à la poubellisation son être broyé par cette machine managériale. Il est le conduit de l'éégout qui mène d'abord à sa mise en veille programmée, puis à son exclusion, sa ségrégation et in fine au choix forcé du passage à l'acte. Ce meeting fut l'occasion d'une mise en exergue de cette marche forcée.

Dans cette ère managériale, le texte de notre parole n'est plus savoir mais information, le droit du patient à créer son parcours de soin devient une obligation à piloter soi-même sa guérison, c'est la nouvelle littératie en santé comme nous l'a dévoilé une des oratrices. S'agit-il encore de viser sa guérison ? Non ! Savoir y faire avec un inconscient n'est plus de mise, la responsabilité se transforme en une obligation comptable. À quel « coup de pouce », selon l'expression de notre ministre de la santé Maggie De Block, devons-nous nous contraindre pour gagner des points en empowerment, et ne pas être écartés du système ? Le choix de l'orientation dans le traitement/la cure n'est plus de mise, la nouvelle loi est claire, les accompagnements seront evidence-based-certified, homologués par les formations ad hoc.

Le collectif n'a de cesse de dénoncer le démantèlement du transfert : parcours réduit à 5 séances remboursées pour les troubles moins sévères, ou conditionnement psycho-éducatif avec des « pairs-aidants », c'est-à-dire d'autres patients. Les bases de données sont là pour accompagner le soignant et le patient dans l'apprentissage de cette réalité augmentée du technoscientisme. Rationalisation de la remise à l'emploi, mise en concurrence des cabinets d'audit pour un traitement des « flux ». Qu'ils soient des détenus ou des sans-abri, chacun peut prétendre à un traitement de réinsertion accéléré, rentable surtout pour l'agenda étatique. Le collectif a mis en lumière jeudi que pour l'état, il s'agit d'« investir dans les récupérables » : loin de lui l'idée de trouver les moyens de redonner du plaisir au patient mais plutôt d'évaluer le rapport coût-bénéfice du soin pour une rentabilité économique. Les plus vulnérables sont de plus en plus exclus, parqués dans

des institutions médico-légales qui prolifèrent. Les pathologies qui pouvaient encore être considérées comme inclassables dans le secteur psychiatrique deviennent ici des cas intolérables, à redresser.

Et si David Sackett promouvait à l'époque une evidence based medicine sur un trépied⁽³⁾ (l'expertise clinique, le choix du patient et les références evidence-based dans la recherche), il n'en est plus question pour le ministère de la santé belge. L'EBM a perdu son trépied, la simplification du soin est telle qu'il ne s'agit plus que d'adopter les références.

« Quel avenir voulons-nous ? » était l'une des questions de ce premier meeting. La constitution de ce savoir mis en commun est une première réponse. Elle est aussi une réponse à notre propre ignorance. Elle aura permis de fédérer les deux parties de la Belgique, et les praticiens de toute profession de santé mentale confondue. Réponse collective donc mais qui aura su accueillir les différences. Ce meeting est une invitation à penser que le collectif en tant que tel est en soi une objection puissante à l'intention managériale de produire un individu apulsionnel, UN-tout-seul.

¹ Lacan J., le Séminaire, livre XVIII, *D'un discours qui ne serait pas du semblant*, Seuil, 2008, p.106.

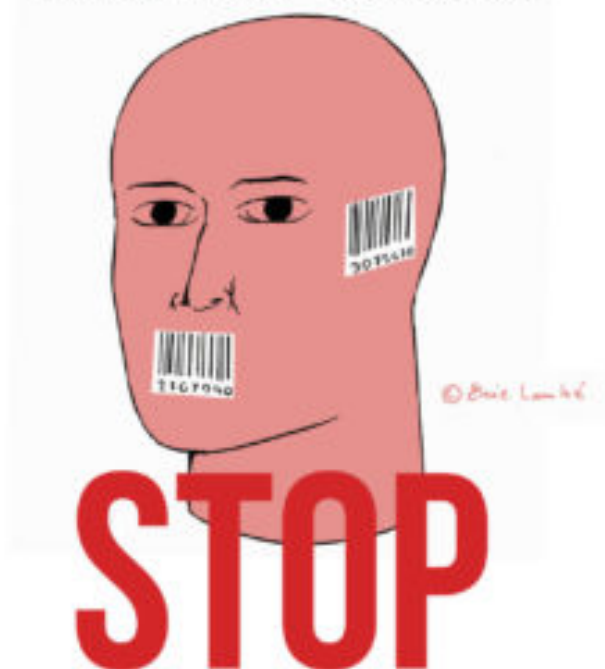
² Miller J-A. , « Le salut par le déchet », *Mental*, n°24, 2010, p.9-15.

³ Sackett D, *Evidence based médecine : what it is and what it isn't*, *British Medical Journal*, J312 :71-72,1996.

PREMIER/ EERSTE MEETING COPEL-COBES

COLLECTIF DES PRATICIENS DE LA PAROLE / COLLECTIEF VOOR HET BEHOUD VAN HET SPREKEN

28 SEPTEMBRE/ER 2017 NON-STOP 10-14H/U



À L'EMPRISE MANAGÉRIALE SUR LA SANTÉ MENTALE !

DE GREEP VAN HET MANAGEMENT OP DE GEESTELIJKE GEZONDHEID !

Maison des Associations Internationales
Centrum voor Internationale Verenigingen

Rue Washington 40 / Washingtonstraat 40
1050 Bruxelles/Brussel

5 EUROS

Inscription/inschrijving

8644 0016 1751 7634
Communication - Tel Meeting, Norm, Pédagogie
Vereniging - Tele Meeting, Norm, Pedagogie

copelcopes@gmail.com - www.copel-cobes.be